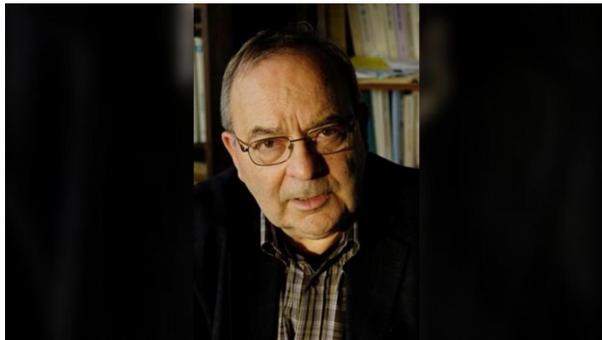


Une autre politique était possible au Rwanda

Jean-Pierre Chrétien

Esprit, Octobre 2021

Ce texte est la transcription d'un entretien vidéo avec Jean-Pierre Chrétien, spécialiste de l'Afrique des Grands Lacs, enregistré par Vincent Duclert le 3 septembre 2021 à Bègles, près de Bordeaux.



Jean-Pierre Chrétien - DR

Les analyses d'un certain nombre d'observateurs et connaisseurs du pays ont été vérifiées, confortées par le dépouillement des archives auquel la commission de recherche a procédé. Ce rapport montre qu'un certain nombre de responsables avaient vu juste, à différents moments : des responsables politiques, administratifs, militaires, des représentants du ministère de la Défense, de l'état-

major, du Quai d'Orsay, tel ambassadeur en place, tel militaire, etc.

Un certain nombre de responsables avaient vu juste

On voit bien qu'il y a un vrai débat interne sur des options, des choix : faut-il continuer à intervenir et renforcer l'aide ? Ne doit-on pas tenir compte de la menace d'un véritable génocide, parce que le mot est employé très tôt dans certains documents ? Ne faut-il pas agir autrement, exercer une pression différente ou renforcée sur le gouvernement d'Habyarimana ? Des analyses et des mises en garde montrent que des débats au sein du gouvernement, du cabinet présidentiel de François Mitterrand auraient dû – non, auraient pu – se développer pour éviter la catastrophe.

Mais dans les conclusions du rapport sur les différentes institutions de l'État engagées dans cette affaire, c'est plutôt réjouissant de voir qu'en France, il y a des gens, des ressources face à une crise ; non seulement il y a des intellectuels qui mènent des recherches,

mais des responsables qui savent s'informer sur ces recherches ou qui savent ouvrir les yeux. Il y a des gens qui avaient vu la menace réelle et qui, donc, pouvaient amener à une autre politique et à prendre conscience, enfin, de ce qui se passait à partir du 7 avril 1994.

Dès le début, c'est un génocide, avec un pouvoir extrémiste en place, et on fait semblant de croire que c'est un gouvernement conforme aux accords d'Arusha. Il y a une espèce d'aveuglement répétitif sur les accords d'Arusha. Alors que ces derniers incluaient le

Front patriotique rwandais [FPR], appliquer les accords d'Arusha, c'était voir comment, avec le FPR et avec des éléments sains, et il y en avait dans l'armée, on pouvait réagir et on pouvait empêcher les Interahamwe, les militaires extrémistes, d'agir, et ne pas considérer le gouvernement intérimaire comme un gouvernement normal.

Tout était en place dans l'information du gouvernement français pour que de meilleurs choix soient faits. C'est à la fois réconfortant, et accablant par rapport à ce qui s'est passé.